

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Une transition verte plus rapide profiterait aux entreprises, aux ménages et aux banques, selon les résultats du test de résistance climatique réalisé par la BCE à l'échelle de l'économie

- Une mise en œuvre anticipée des investissements verts réduit de manière significative les coûts et les risques à moyen terme auxquels sont confrontés les ménages et les entreprises.
- Ne pas accélérer la transition verte nuit à la rentabilité des entreprises et au pouvoir d'achat des ménages tout en accroissant le risque de crédit pour les banques.
- Retarder encore la transition signifie manquer les objectifs de l'Accord de Paris et accentuer l'impact de risques physiques coûteux.

La Banque centrale européenne (BCE) a publié ce jour les résultats de son deuxième test de résistance climatique à l'échelle de l'ensemble de l'économie. Les résultats indiquent que la meilleure manière d'atteindre la neutralité carbone pour les entreprises, les ménages et les banques de la zone euro consiste à accélérer la transition verte à un rythme plus rapide que dans le cadre des politiques actuelles.

« Nous avons besoin de politiques plus résolues pour garantir une transition plus rapide vers une économie neutre en carbone conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Avancer au rythme actuel augmentera les risques et les coûts pour l'économie et le système financier. Il est à l'évidence nécessaire d'aller plus vite sur la route des Accords de Paris » a déclaré Luis de Guindos, le vice-président de la BCE.

Le test de résistance analyse la capacité de résilience des entreprises, des ménages et des banques dans trois scénarios de transition, qui diffèrent en matière de calendrier et d'ambition :

1. une « transition accélérée », dans laquelle les politiques et les investissements verts sont mis en œuvre de façon anticipée, entraînant une réduction des émissions d'ici 2030 en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;
2. un « effort tardif de transition », qui poursuit la trajectoire actuelle, mais ne s'accélère pas avant 2026 (et reste suffisamment intensif pour atteindre les réductions d'émissions alignées sur l'Accord de Paris d'ici 2030) ;
3. une « transition retardée », qui ne commence elle aussi qu'en 2026, mais n'est pas suffisamment ambitieuse pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris d'ici 2030.

Les résultats montrent qu'une transition plus rapide bénéficie clairement aux entreprises et aux ménages. Même si une transition plus rapide implique initialement davantage d'investissements et des coûts de

l'énergie plus élevés, les risques financiers baissent de manière significative à moyen terme. Les bénéfices et le pouvoir d'achat sont affectés de manière moins négative, dans la mesure où la mise en œuvre anticipée d'investissements en énergies renouvelables est plus rapidement payante et réduit au final les dépenses en énergie. Dans la transition accélérée, les investissements verts réalisés par les entreprises de la zone euro atteignent 2 000 milliards d'euros d'ici 2025, tandis qu'ils ne s'élèvent qu'à 500 milliards d'euros dans les deux autres scénarios. Dans l'effort tardif de transition, les investissements verts rattrapent la transition accélérée en 2030, atteignant un total de 3 000 milliards d'euros dans ces deux scénarios, tandis qu'ils restent moins élevés dans celui de la transition retardée. Pour qu'un rattrapage s'opère, il convient d'augmenter rapidement les investissements verts, ce qui accroît les risques pesant sur les entreprises, en particulier dans les secteurs à forte intensité énergétique, tels que le secteur manufacturier, les industries minières et l'électricité, avec des niveaux de dette en hausse et des bénéfices diminuant environ deux fois plus que pour l'entreprise moyenne de la zone euro.

Si les entreprises sont menacées, les banques qui leur ont accordé des prêts le sont aussi. Le risque de crédit auquel sont exposées les banques est à son plus haut niveau lorsque la transition doit être exécutée à la hâte à un stade ultérieur et que les investissements doivent être effectués rapidement à un coût plus élevé. Dans l'effort tardif de transition, les banques peuvent s'attendre à une augmentation de plus de 100 % de leur risque de crédit d'ici 2030 par rapport à 2022, tandis que dans la transition accélérée, cette hausse n'est que de 60 %.

De plus, retarder la transition et ne pas agir du tout entraîne des coûts et des risques encore plus élevés à long terme. Même si cela implique globalement moins d'investissements, manquer les objectifs de réduction des émissions exacerbe l'impact du risque physique sur l'économie et le secteur financier de manière significative.

Télécharger la version PDF du document

[Une transition verte plus rapide profite... \(PDF - 147 Ko\)](#)

Communiqués de presse

Accédez à nos communiqués

[Consulter](#)

Suivez-nous

Retrouvez-nous également sur les réseaux sociaux

•